

**De:** Stefane Fermigier, CEO, Abilian SAS - <https://abilian.com/>

**A:** ARCEP

**Objet :** Réponse à la consultation publique sur le projet de recommandation relative à l'interopérabilité et à la portabilité des services d'informatique en nuage

## Introduction

En tant qu'éditeur français de [solutions d'informatique en nuage fondées sur des technologies open source](#), la société [Abilian](#) salue l'initiative de l'ARCEP visant à améliorer la transparence et la fluidité du marché. Ce projet de recommandation est une étape pragmatique et nécessaire qui s'attaque à des obstacles concrets que nous observons quotidiennement sur le marché.

Notre modèle économique, basé sur l'ouverture et les standards ouverts, nous place au cœur de ces enjeux. Nous soutenons donc pleinement cette démarche qui vise à renforcer la liberté de choix des utilisateurs. Nous considérons toutefois cette recommandation comme une première étape indispensable qui doit ouvrir la voie à un cadre réglementaire plus ambitieux, instaurant une véritable **interopérabilité opposable**<sup>[1]</sup>. Une simple recommandation, de par sa nature non contraignante, ne saurait être une fin en soi face aux stratégies de verrouillage (*vendor lock-in*) des acteurs dominants.

Notre réponse s'articule autour des propositions du projet, enrichies par la nécessité stratégique d'évoluer vers un cadre juridiquement contraignant.

## Partie 1 : Sur le renforcement de la transparence

La transparence est le prérequis à tout choix libre et éclairé. La liste d'informations que les fournisseurs devraient publier est un levier d'action essentiel.

### Réponse à la question 1 : Les informations proposées couvrent-elles les besoins des clients ?

La liste de 14 points proposée constitue une base solide et très complète. En tant qu'acteur du marché, nous savons que pour être pleinement efficace, elle devrait être complétée sur les points suivants :

1. **Ajouter une transparence totale sur les coûts de sortie** : Les barrières à la portabilité ne sont pas seulement techniques, elles sont aussi financières. La liste doit explicitement obliger les fournisseurs à détailler **l'ensemble des coûts liés à une migration**, notamment :
  - Les **frais de trafic sortant ("egress fees")**, en fournissant des simulations claires et chiffrées.
  - Les coûts indirects, comme les frais liés aux **appels d'API** nécessaires pour l'exportation.
  - La grille tarifaire des **services professionnels** d'accompagnement.
2. **Qualifier le degré de dépendance technologique** : En tant qu'éditeur de solutions open source, nous savons que le risque de verrouillage est une préoccupation majeure des entreprises. Les fournisseurs devraient être tenus de **classifier leurs services (notamment PaaS et SaaS)** selon leur dépendance à des technologies propriétaires. Il est crucial pour un client de savoir si un service repose sur une brique open source courante (ex: PostgreSQL, Docker...), lui garantissant des alternatives, ou s'il s'agit d'une technologie entièrement propriétaire sans équivalent direct.
3. **Exiger des formats basés sur des standards ouverts stricts** : Nous soutenons l'exigence de formats lisibles par machine (comme par exemple JSON ou d'autres standards ouverts similaires). Pour garantir une réelle interopérabilité des données exportées, l'ARCEP devrait recommander que

ce format suit un **schéma commun et public**, aligné sur les principes de l'**EIFv1** (European Interoperability Framework v1), qui exige des standards ouverts, documentés et libres de redevances.

## Partie 2 : Sur la mise à disposition d'API stables et documentées

Les API sont les rouages de l'économie numérique. Leur stabilité et leur ouverture sont non négociables pour permettre l'émergence d'un écosystème d'acteurs innovants, notamment des PME comme la nôtre.

### Réponse à la question 3 : L'adoption généralisée de la spécification OpenAPI vous semble-t-elle souhaitable ?

**Oui, sans la moindre réserve.** En tant qu'éditeur et développeur, la société Abilian utilise et promeut la spécification OpenAPI. C'est le standard *de facto* de l'industrie pour la description des API REST. Son adoption généralisée est un facteur clé d'harmonisation, qui simplifie l'intégration entre services et est indispensable au développement d'architectures multi-cloud.

Toutefois, il est crucial que l'adoption de ce standard ne devienne pas un simple exercice de conformité formelle, un écran de fumée masquant une mauvaise volonté. Une documentation, même exhaustive et conforme à la spécification OpenAPI, peut servir à décrire une API dont la conception même est hostile à l'interopérabilité.

C'est ici qu'intervient le principe fondamental d'**interopérabilité opposable**. La simple existence d'une documentation ne suffit pas. Deux conditions qualitatives doivent y être associées :

1. **La fidélité de la description** : La documentation OpenAPI doit être une description **exacte et fiable** du comportement réel de l'API. Elle doit devenir le **référentiel technique et contractuel** sur lequel un client ou un fournisseur tiers peut s'appuyer en toute confiance. Toute déviation non documentée entre le comportement de l'API et sa description doit être considérée comme une rupture de l'engagement d'interopérabilité et doit pouvoir faire l'objet d'un recours.
2. **La bonne foi dans la conception de l'API** : La documentation ne doit pas devenir une excuse pour concevoir des API qui, bien que parfaitement décrites, sont intrinsèquement conçues pour entraver la portabilité et l'interopérabilité. Nous pensons ici à des pratiques comme l'utilisation de structures de données propriétaires complexes non standardisées, l'imposition de limitations de débit (*rate limiting*) abusives spécifiquement sur les fonctions d'export, ou la mise en place de processus inutilement complexes pour récupérer ses données.

En somme, si nous plébiscitons OpenAPI comme standard de *documentation*, nous insistons sur le fait qu'il doit servir à décrire des API conçues de *bonne foi* pour l'interopérabilité. La régulation doit pouvoir sanctionner non seulement l'absence de documentation ou sa fausseté, mais aussi la conception d'API manifestement destinées à légitimer des stratégies de verrouillage sophistiquées.

### Réponse à la question 2 (page 10) : Le délai de préavis de douze mois pour les mises à jour non-rétrocompatibles est-il approprié ?

Un délai de préavis de **douze mois nous semble être une base pertinente et nécessaire**. Ce délai offre une prévisibilité indispensable à l'écosystème, et notamment aux PME innovantes qui construisent leurs services en s'intégrant aux plateformes existantes. Il protège contre les ruptures de service brutales et donne le temps d'adapter les développements, ce qui est une condition de survie économique dans notre secteur.

# Au-delà de la recommandation : vers une interopérabilité opposable

Si les mesures proposées sont positives, leur caractère non-contraignant en limite fortement la portée. Pour être efficace, **l'interopérabilité ne doit pas être une option laissée à la discrétion des fournisseurs, mais une obligation**. C'est le concept d'**interopérabilité opposable** : un droit pour les utilisateurs et une obligation pour les fournisseurs, en particulier les acteurs systémiques.

Une future régulation, que la présente recommandation doit préfigurer, devrait consacrer cette notion. L'interopérabilité opposable se fonde sur les piliers suivants :

1. **Un caractère obligatoire** : La régulation doit imposer des exigences claires en matière d'interopérabilité.
2. **Des standards ouverts et stricts** : Elle doit se fonder sur une définition stricte des standards ouverts, telle que celle de l'**EIFv1**, qui garantit un accès libre, sans redevances (rejetant les modèles FRAND) et une gouvernance ouverte.
3. **Une obligation positive pour les acteurs dominants** : Les plateformes en position de force doivent avoir l'**obligation positive de faciliter activement** l'interopérabilité. La sécurité ne doit pas notamment être utilisée comme un prétexte pour la bloquer sans preuve démontrable d'un risque majeur et insurmontable.
4. **Des mécanismes de sanction et de recours efficaces** : Pour que ce droit soit effectif, des sanctions dissuasives doivent être prévues en cas de non-respect, et les utilisateurs doivent disposer de voies de recours claires et rapides.

## Conclusion

En conclusion, la société Abilian soutient le projet de recommandation de l'ARCEP comme une fondation utile et nécessaire. Il met en lumière les bonnes pratiques et pousse le marché dans la bonne direction.

Cependant, face à la concentration extrême du marché du cloud et aux risques que cela engendre pour la compétitivité et l'autonomie stratégique de la France et de l'Europe, une recommandation ne peut suffire.

Nous vous encourageons vivement à positionner ce projet comme le socle d'une future régulation sectorielle contraignante. Il est temps de passer de la facilitation de la portabilité à l'affirmation d'un **droit à l'interopérabilité, opposable à tous**, pierre angulaire d'un marché numérique équitable et souverain.

---

1. <https://euro-stack.com/blog/2024/12/interoperability-thoughts> ↩